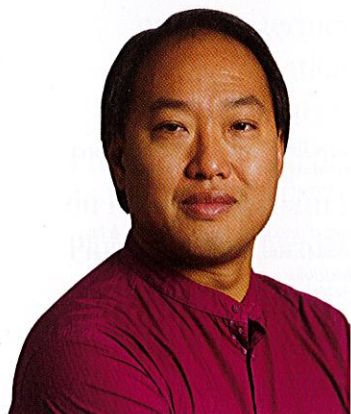


VIGIE ports monte en puissance

Le principe de mutualisation d'outils et de savoirs numériques entre ports fait mouche. Le GIE VIGIE ports, créé seulement début 2019, rassemble désormais 17 ports représentant à eux tous un trafic de 43 Mt.



Michel Le Van Kiem, directeur management de VIGIE ports : « Il ne faut pas oublier les petits ports »

Depuis le 4 juin dernier, le Groupement d'intérêt économique VIGIE ports compte deux nouveaux membres dans ses rangs : la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le Port autonome de Nouvelle-Calédonie. Comme tous les autres membres du GIE (les GPM de Bordeaux, La Rochelle, Guyane, Guadeloupe, Martinique et les ports de Bretagne, Port-Vendres, Bayonne...), ils seront équipés d'ici à la fin de l'année de VIGIEsip 2, système informatique qui leur permettra une gestion dématérialisée des formalités administratives d'escales, droits des ports, douaniers...etc.

Lancé en 2019, le principe de GIE et de mutualisation d'outils numériques administratifs – où chaque autorité portuaire contribue financièrement de façon proportionnelle à son tonnage et son nombre d'escales –, a séduit. Rassemblant désormais 17 ports (sous 11 autorités portuaires), tous globalement modestes, le GIE répond à un besoin de s'équiper d'un guichet unique administratif, mais également de partager de la vieille technologie et d'accéder à des innovations ou R&D qu'ils ne pourraient pas financer en interne.

Sur smartphone

VIGIEsip2 dispose depuis mars dernier d'une version pour smartphone et d'une fonctionnalité de

traduction anglaise (pratique pour les commandants de navires). « Nous travaillons, dans les calculs des droits de port, à une intégration d'un indice environnemental et des trafics de transbordement des navires », ajoute Michel Le Van Kiem, directeur management de VIGIE ports, également chef du département Innovation au GPM de Bordeaux, qui depuis près de 20 ans, développe et adapte les différentes versions du système informatique.

VIGIEsip se module également à la particularité de chaque port. Une version pour le transport fluvial a ainsi été développée cette année pour le Port autonome de Strasbourg.

De même, La Nouvelle-Calédonie, qui gère le port de Nouméa mais également de nombreux ports régionaux, va demander la création d'un « guichet unique de pays ».

Depuis mars dernier, le GIE a été invité, à la demande de l'État, à participer au groupe de travail « Transition numérique », un des sept prévus dans le cadre de la réflexion sur la stratégie portuaire nationale. « Notre contribution apportera la vision des petits ports, pour qui les enjeux technologiques, de déploiement de la 5G notamment, sont essentiels. Il est important que les petits ports soient accompagnés avec des modèles économiques dédiés », se réjouit Michel Le Van Kiem

□ Marianne Peyri

L'estuaire de la Gironde, bientôt modélisé en 3D

Avec son plus large estuaire d'Europe, sa longue remontée vers les terminaux de la métropole et ses coûts de dragage conséquents, le Grand Port maritime de Bordeaux est en quête de solutions. Le défi est environnemental (le débit d'étiage diminuant au fil des ans) et commercial (la taille des navires grandissant). L'équipement en 2020 d'une drague GNL, dotée d'un système par injection d'eau, va offrir de premières solutions mais sur le long terme, le port de Bordeaux a lancé, en partenariat avec des pôles de recherche scientifique, une modélisation hydrographique en 3D de l'estuaire. Débuté, il y a deux ans, soutenu par l'UE et inscrit dans le contrat de plan État-Région, le projet « Gironde XL3D » donne ses premiers

résultats. « À partir d'une dizaine de premiers capteurs de hauteurs d'eau, on peut d'ores et déjà faire des simulations numériques et des prévisions », indique Michel Le Van Kiem du département Innovation au GPMB. En multipliant les capteurs (température, turbidité, salinité de l'eau...), la simulation gagnera ensuite en précision. « Elle permettra de mieux anticiper les besoins de dragage et donc les coûts, mais aussi de draguer plus efficacement selon les zones avec moins d'impacts environnementaux, de simuler les tirants d'eau, d'accueillir des navires de grande taille », liste le responsable. Le modèle, en open source, sera transposable dans d'autres ports.

□ M.P.

Une plateforme IoT Open source pour les ports

Quatre ports européens, dont Bordeaux, seul GPM français, sont impliqués dans un le programme de recherche collaboratif européen, PIXEL. Il vise à encourager le partage d'informations, l'IoT et l'analyse des données dans les ports de petite et moyenne taille.

PIXEL, c'est tout d'abord un projet de recherche et d'innovation d'une durée de trois ans (2018-2021), coordonné par l'Université de Valence et retenu dans le cadre « Ports du futur » du programme européen de R&D Horizon 2020, doté d'un fonds de 4,8 Md€. Quinze partenaires issus de sept États sont de l'aventure dont quatre ports – Monfalcone (Italie), Bordeaux, Thessalonique et Le Pirée (Grèce) – avec à leurs côtés, des universités, des centres de transfert technologique, des entreprises de télécommunication...

Le port bordelais est ainsi accompagné de Créocéan, bureau d'études de la Rochelle, le CATIE (Centre Aquitain des Technologies de l'Information et Électroniques) et Orange.

Tous œuvrent pour déployer, in fine, une plateforme IoT qui s'intègre au système informatique et de management actuel des ports. Avec une spécificité : une plateforme Open source, l'Europe souhaitant réduire l'écart technologique entre petits et grands ports.

Grâce à ces algorithmes prédictifs, les ports pourront, par exemple, mieux mesurer, anticiper et réduire les impacts environnementaux. Le Port de Bordeaux planche, plus spécifiquement, sur la consommation électrique du terminal de Bassens et la prévision des escales afin d'envisager une potentielle autoconsommation d'électricité photovoltaïque.

En Italie, Monfalcone sert de terrain d'expérimentation pour réduire les engorgements logistiques. Quant aux ports grecs confrontés à des problèmes de pollution et à l'impact de l'activité croisières, ils s'intéressent à l'intégration du port dans la ville, autre axe majeur de PIXEL, dont les premiers résultats sont attendus d'ici deux ans. Face aux difficultés de certains ports peu armés

pour obtenir ou renouveler des certifications ou labels environnementaux, PIXEL devrait en outre leur offrir un indice de performance environnemental, basé sur les technologies des objets connectés. Enjeu : mesurer et remédier à l'impact des activités portuaires.

□ Marianne Peyri



PORT DE BAYONNE APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT 50 HECTARES DE FONCIER DISPONIBLES

La Chambre de Commerce et d'Industrie Bayonne Pays Basque, concessionnaire du Port de Bayonne, lance un Appel à Manifestation d'Intérêt pour identifier des opérateurs économiques susceptibles de développer des activités industrielles, de stockage ou logistique sur le domaine portuaire.

Situés au cœur du Port de Bayonne, ces terrains disposent de nombreux atouts principalement dédiés à l'implantation d'activités génératrices de trafics maritimes.

Dépôt des dossiers avant le 9 septembre 2019
Contact : o.fayola@bayonne.cci.fr

Renseignements et téléchargement du cahier des charges sur :
www.bayonne.port.fr